

Burundi : l'UE "regrette" l'absence de compétition Ã la présidentielle

Source AFPLa mission d'observation Ãlectorale (MOE) de l'Union europÃenne a "regrettÃ" mercredi l'absence de compÃtition pluraliste lors de l'Ãlection présidentielle de lundi au Burundi, oÃ le prÃsident sortant Ãtait seul en lice aprÃs le boycottage du scrutin par l'opposition."La MOE regrette l'absence de compÃtition pluraliste", a dÃclarÃ devant la presse l'eurodÃputÃe Renate Weber, qui dirige cette mission.

Cette absence de pluralisme s'explique "par le retrait de la compÃtition de six candidats d'opposition en contestation des rÃsultats des communales, par la perte de confiance de l'opposition dans la Ceni (Commission Ãlectorale nationale indÃpendante), par les limitations imposÃes aux libertÃs de rÃunion et d'expression par le gouvernement et enfin, par le manque de volontÃ de s'engager dans la voie du dialogue". Les rÃsultats doivent Ãtre proclamÃs mercredi aprÃs-midi par la Ceni."Le processus de l'Ãlection présidentielle s'est dÃroulÃ dans un environnement politique fortement dÃtÃriorÃ mis Ã l'Ãpreuve le respect de certaines normes internationales, notamment la libertÃ d'expression", a regrettÃ Mme Weber. Toutefois, la MOE "salue le calme" dans lequel s'est dÃroulÃ le scrutin, estimant que "malgrÃ les difficultÃs d'un contexte tendu et parfois violent, le peuple burundais a eu la possibilitÃ d'exercer son droit de suffrage". Le parti au pouvoir, "le CNDD-FDD a menÃ une campagne de grande envergure avec utilisation rÃcurrente des ressources de l'Etat, qui n'a ÃtÃ ni dÃnoncÃe ni sanctionnÃe tout le long de la campagne", dÃnonce encore la mission d'observation. Treize partis d'opposition, dont les ex-rebelles des FNL, l'Uprona, le Frodebu, le MSD et l'UPD avaient dÃnoncÃ des "fraudes massives orchestrÃes par le parti au pouvoir" lors des communales du 24 mai. Le pays connaÃt depuis une vague de violences et d'attaques Ã la grenade, quasi-quotidiennes et non revendiquÃes. Dans la nuit de mardi Ã mercredi, un homme et sa fille de 14 ans ont ainsi ÃtÃ tuÃs par l'explosion de deux grenades lancÃes contre leur domicile Ã Kenazi, dans la province de Bujumbura Rural (ouest). L'administrateur de la commune, Emmanuel Ntunzwenabagabo a dÃnoncÃ "un crime politique" perpÃtrÃ selon lui par "des dÃmobilisÃs du parti des FNL" qui visaient un membre de cette famille encartÃ au CNDD-FDD. Au moins 12 personnes ont ÃtÃ tuÃes et plus de 70 blessÃes dans une vague de violences et d'attaques Ã la grenade qui ont suivi le raz-de-marÃe du parti au pouvoir lors de ces Ãlections. Selon le prÃsident de l'Association pour la protection des personnes dÃtenues et des droits humains (Aprodeh), Pierre Claver Mbonimpa, au moins 74 cadres et militants d'opposition ont ÃtÃ arrÃtÃs "arbitrairement" depuis une semaine.